



Cassation: pourvoi partiellement fondé pour les parents de Mélanie Cailliau - 20/01/2010

La Cour de Cassation a jugé mercredi le pourvoi fondé sur le plan civil -mais pas sur le plan pénal- dans l'affaire Mélanie Cailliau, cette jeune fille décédée en 2004 après avoir consulté un médecin généraliste de Crainhem. Les parents de Mélanie ont affirmé qu'ils porteront l'affaire devant La Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le père de Mélanie a dit regretter que le procureur, dont la Cour a suivi les réquisitions, n'ait pas motivé son avis.

Toutes les voies de recours internes étant à présent épuisées, Philippe Cailliau a déclaré qu'il irait à Strasbourg devant la Cour européenne des Droits de l'Homme.

"Peu importait la décision en fin de compte", a-t-il dit. "Nous nous y attendions. Notre but était de pouvoir porter l'affaire devant la juridiction européenne. Là nous aurons nos chances".

Le médecin qui avait ausculté la jeune fille, Bernard D., avait été condamné pour homicide involontaire.

La partie civile avait fait appel et le médecin avait alors bénéficié d'une suspension du prononcé.

Pour déterminer la sanction, les magistrats avaient pris en compte une condamnation morale du prévenu sur Internet et par les médias.

Le père de Mélanie avait fortement contesté la décision et avait alors porté l'affaire en cassation.

"Si à chaque fois que le public est informé de procédures judiciaires en cours, la Justice s'abstient de pénaliser, alors à quoi sert-elle?" avait-il observé.

Les faits s'étaient passés en 2004. Mélanie Cailliau, étudiante en dernière année à l'Ichec, souffrait d'essoufflement et avait grossi de plusieurs kilos en seulement quelques jours.

Elle avait alors consulté le Dr Bernard D. Celui-ci ne l'avait vue qu'environ 20 jours plus tard. Alors qu'elle avait perdu connaissance devant lui et qu'elle avait pris à ce moment 16 kilos, le médecin n'avait pas recommandé son hospitalisation.

Elle était décédée le lendemain d'un arrêt cardiaque.

Selon les médecins légistes, la mort était due à une myocardite consécutive à une varicelle mal soignée.

La cour avait relevé quatre manquements dans le chef du médecin: avoir donné une consultation par téléphone sans avoir jamais vu la patiente, ne pas avoir reçu la jeune fille de 22 ans le jour même étant donné les informations inquiétantes sur son état de santé dont elle lui avait fait part. Le médecin persistait à dire qu'il s'agissait d'un effet de stress dû aux examens qu'elle passait. Troisième manquement: lors de la consultation 20 jours après, le médecin n'avait pas cru bon de faire hospitaliser la patiente alors qu'elle ne pouvait plus se déplacer seule. Enfin, le médecin n'avait pas informé la patiente qu'il lui prescrivait un anti-dépresseur, se contentant de lui dire que

le médicament allait lui "dénouer l'estomac".

(Belga)